

RÉSOLUTION DU BUREAU NATIONAL

MARDI 3 SEPTEMBRE 2024



Après la dissolution brutale et solitaire décidée par le président de la République, nous avons constitué avec les écologistes, communistes et insoumis le Nouveau Front Populaire et porté un projet ambitieux et financé, pour être en mesure de constituer une alternance crédible à la politique libérale et autoritaire du gouvernement macroniste et une alternative au projet xénophobe et réactionnaire de l'extrême-droite.

Au second tour, nous avons permis la constitution d'un front républicain et assurément empêché l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir.

Dans l'esprit de nos institutions et comme dans toute grande démocratie, c'est la force politique arrivée en tête des élections qui aurait dû être légitimement appelée à former un Gouvernement. Le président de la République en a décidé autrement en refusant de nommer Lucie Castets. En assumant de ne pas tenir compte du vote des Françaises et des Français, il fait le choix du coup de force anti-démocratique et de la continuité avec la politique qu'il conduit depuis sept ans.

Nous, socialistes, refusons de participer à ce déni de démocratie. Nous continuons de réclamer au président de la République le respect des urnes et la désignation de Lucie Castets comme Première ministre. À défaut, nous ne participerons à aucun gouvernement qui ne serait pas un gouvernement du Nouveau Front Populaire. Nous ne serons pas non plus les supplétifs d'un macronisme finissant et nous censurerons toute forme de prolongation de cette politique. Pas uniquement par principe. Mais parce que chaque coup porté à la démocratie élargit un peu plus la brèche qui rend possible l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Nous devons démontrer que nous avons entendu et compris le message des Français, leurs inquiétudes, leurs colères, leur espoir d'une vie meilleure.

Face à la situation de blocage actuelle, nous demandons donc au futur ou à la future Première ministre de s'engager sur les exigences et les urgences des Françaises et des Français résumées dans les 10 points ci-dessous :

1/ Vivre de son travail : revalorisation significative du SMIC ; augmentation significative du point d'indice des fonctionnaires ; lancement de la grande conférence sociale sur les salaires, revalorisation des minima sociaux.

2/ Abroger les mesures d'injustice sociale et les lois inefficaces : abrogation de la réforme des retraites, de la réforme de l'assurance chômage et de la réforme du RSA, abrogation de la loi immigration.

3/ Restaurer la justice fiscale : instauration d'un ISF vert ; suppression de la flat tax ; taxation des superprofits ; suppression de niches fiscales comme la niche Copé.

4/ Soutenir l'école publique laïque : recrutement de 10 000 professeurs par an et abrogation du choc des savoirs ; vers une gratuité de l'école (fournitures, restauration) ; titularisation et revalorisation des AESH ; repas à 1€ pour les étudiants.

>>

1/2



RÉSOLUTION DU BUREAU NATIONAL

MARDI 3 SEPTEMBRE 2024



>>

5/ Porter une ambition santé : plan de lutte contre les pénuries de médicaments ; régulation de l'installation des médecins ; recrutement à l'hôpital public et revalorisation des métiers/salaires ; loi de programmation pluriannuelle sur le grand âge ; plan pour l'enfance.

6/ Faire confiance au Parlement : reprendre le débat parlementaire sur la fin de vie et s'appuyer sur le travail législatif transpartisan pour garantir la liberté des médias, la préservation d'un audiovisuel public fort et lutter contre la concentration des médias.

7/ Permettre à toutes et tous de se loger dignement : mesures de soutien à la construction de logements et suppression de la RLS pour les bailleurs sociaux ; plan de rénovation énergétique complète de 70 000 logements par an ; création de places d'hébergement d'urgence ; non-remise en cause de la loi SRU.

8/ Protéger les Français : restauration d'une police de proximité ; recrutement dans la douane et la lutte contre le narcotrafic ; augmenter les moyens de la justice pour notamment raccourcir les délais.

9/ Défendre l'égalité : grand plan de développement économique, de lutte contre les inégalités et de protection face à la crise climatique dans les Outre-mer ; augmenter fortement le budget de lutte contre les violences sexuelles et sexistes ; accompagnement des familles monoparentales fragiles ; grand plan de lutte contre les discriminations, le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-musulmans.

10/ Planifier la transition écologique et notre réindustrialisation : grande loi de programmation sur la planification écologique (énergie, rénovation thermique, mobilité, agriculture et biodiversité) ; plan de réindustrialisation, notamment dans les domaines stratégiques (semi-conducteurs, médicaments, technologies de pointe, voitures électriques, panneaux solaires, intelligence artificielle) ; nouvelles compétences transférées aux collectivités territoriales dans le cadre d'une grande conférence interrogeant également les moyens financiers des collectivités.